

AP n° 2024-APC-244-IC

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE
instaurant de nouvelles prescriptions applicables dans le cadre de modifications
des conditions d'exploitation à la suite de l'incendie du bâtiment de tri des déchets

Société ONYX EST site de BEINE NAUROY

**Le Préfet de la Marne
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- Vu** le Code de l'environnement, notamment ses articles L.181-14, R.181-45 et R.181-46 ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 modifiant plusieurs arrêtés ministériels relatifs aux installations de gestion de déchets soumises à enregistrement ;
- Vu** l'ensemble des décisions réglementant les activités exercées par la société ONYX EST d'exploitation d'une installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) sur la commune de BEINE-NAUROY, et notamment les arrêtés préfectoraux n° 2009-A-90-IC du 31 août 2009, n° 2016-APC-100-IC du 12 septembre 2016, n° 2018-APC-09-IC du 29 janvier 2018, n° 2022-APC-224-IC du 23 décembre 2022, n° 2023-APC-102-IC du 20 mai 2023 et n° 2023-APC-170-IC du 4 septembre 2023 ;
- Vu** le Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) Grand Est approuvé le 24 janvier 2020 ;
- Vu** le porter-à-connaissance et la demande en date du 30 septembre 2024 de la société ONYX EST pour modifier les conditions d'exploitation de l'installation de Beine-Nauroy suite à l'incendie survenu le 23 juin 2024 ;
- Vu** l'avis favorable du Service départemental d'incendie et de secours (SDIS) de la Marne, en date du 8 octobre 2024 ;
- Vu** le rapport de l'Inspection des installations classées du 7 novembre 2024 ;
- Vu** les remarques de l'exploitant reçues en date du 8 novembre 2024 sur le rapport de l'Inspection des installations classées ;
- Vu** le projet d'arrêté préfectoral complémentaire porté le 22 novembre 2024 à la connaissance du pétitionnaire ;
- Vu** les observations sur ce projet d'arrêté présentées par le demandeur en date du 3 décembre 2024.

Considérant que le projet de modifications ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens du I de l'article R.181-46 du Code de l'environnement ;

Considérant que les modifications des installations ne modifieront pas les risques et impacts des installations d'ores et déjà autorisées ;

Considérant néanmoins que les modifications consistent à supprimer l'activité des biodéchets et à diminuer l'activité de tri / transit des déchets d'ameublement, activité qui sera faite en extérieur en attendant la reconstruction d'un bâtiment détruit lors de l'incendie du 23 juin 2024, et bien que les modifications apportées ne soient pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du Code de l'environnement, il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires à l'installation.

Sur proposition de Monsieur le Directeur départemental des territoires de la Marne.

ARRÊTE

Article 1 : Objet

La société ONYX EST, dont le site d'exploitation est implanté sur la commune de Beine-Nauroy (51490), est autorisée à poursuivre l'exploitation de ses installations en respectant, dans le cadre des modifications des installations portées à la connaissance du Préfet, les dispositions des articles suivants.

Article 2 : Tableau des rubriques de la nomenclature des installations classées

Le tableau de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral n° 2016-APC-100-IC du 12 septembre 2016 réglementant les installations exploitées par ONYX EST sur le site de Beine-Nauroy est modifié comme suit :

Rubrique	Libellé simplifié de la rubrique	Régime	Quantité autorisée
2760	Installation de stockage de déchets, à l'exclusion des installations mentionnées à la rubrique 2720	A	- déchets non dangereux ultimes : 175 t/j - installation de déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante : 1 600 t/an (pour une réception de 6 t/j ouvrés) Total : 181 t/j
2791	Installation de traitement de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations classées au titre des rubriques 2515; 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2783, 2794, 2795 ou 2971 : La quantité de déchets traités étant : 1. Supérieure ou égale à 10 t/j	A	- broyage de bois : 93 t/j - déchetage de papiers-cartons : 90 t/j Total : 183 t/j Capacité du broyeur bois : 300 t/j
3540	Installations de stockage de déchets autres que celles mentionnées aux rubriques 2720 et 2760-3 : 1. Installations d'une capacité totale supérieure à 25 000 tonnes 2. Autres installations que celles classées au titre du 1 lorsqu'elles reçoivent plus de 10 tonnes de déchets par jour	A	181 t/j
2714	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de	E	- déchets papiers/cartons : 500 m³ (y compris la mise en balle)

	déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1. Supérieur ou égal à 1 000 m ³		- déchets de bois : 12 650 m ³ - déchets d'ameublement : 650 m ³ - déchets de caoutchouc, plastique, polymères : 200 m ³ (y compris la mise en balle) Total : 14 000 m ³
2716	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719 et des stockages en vue d'épandages de boues issues du traitement des eaux usées mentionnés à la rubrique 2.1.3.0. de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1. Supérieur ou égal à 1 000 m ³	E	- déchets non dangereux y compris les déchets métalliques en mélange : 60 000 t/an - déchets de plâtre : 300 m ³ Total : 14 300 m ³ *
2710	Installation de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719. 2. Dans le cas de déchets non dangereux, le volume de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant : b) Supérieur ou égal à 100 m ³ , mais inférieur à 300 m ³ (DC)	DC	< 300 m ³ de déchets non dangereux
2711	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719. Le volume susceptible d'être entreposé étant : 2. Supérieur ou égal à 100 m ³ , mais inférieur à 1 000 m ³	NC	-
1435	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules. 2. Supérieur à 100 m ³ d'essence ou 500 m ³ au total, mais inférieur ou égal à 20 000 m ³	NC	Gasoil 350 m ³ /an
3532	Valorisation ou mélange de valorisation et d'élimination de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour et entraînant une ou plusieurs des activités suivantes, à l'exclusion des activités relevant de la directive 91/271/CEE : - traitement biologique - prétraitement des déchets destinés à l'incinération ou à la co-incinération - traitement du laitier et des cendres - traitement en broyeur de déchets métalliques, notamment déchets d'équipements électriques et électroniques et véhicules hors d'usage ainsi que leurs	NC	Prétraitement du bois qui sera valorisé en incinération : 74 t/j

	composants		
4734	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement.	NC	1 cuve de gasoil et 2 cuves de GNR Stockage aérien 42,25 m ³ soit 35 t avec une densité de 0,83

A : Autorisation – E : Enregistrement – D : Déclaration – DC : Déclaration avec contrôles périodiques

* le volume de 14 300 m³ correspond au cumul des activités exercées au titre des rubriques 2714 et 2716

Article 3 : Consistance des installations classées

Les dispositions de l'article 1.2.4 de l'arrêté préfectoral n° 2016-APC-100-IC du 12 septembre 2016 sont modifiées comme suit :

L'établissement, comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante :

- des bureaux administratifs et locaux sociaux ;
- une zone d'accueil et de contrôle ;
- un centre de tri de DIB et encombrants d'une capacité de 60 000 tonnes/an ;
- un centre de conditionnement de plastique et de vieux papiers de 20 000 tonnes/an ;
- une plate-forme de valorisation du bois d'une capacité de 22 500 tonnes/an ;
- une plate-forme extérieure de tri de déchets d'ameublement (DEA) d'une capacité de 8 000 tonnes/an ;
- une plate-forme extérieure de tri/transit de déchets de plâtre ;
- une installation de stockage de déchets non dangereux sur une superficie de 10,9 ha pour un tonnage de 50 000 tonnes/an ;
- une installation de stockage de déchets non dangereux en post exploitation sur une superficie de 16,2 ha ;
- une zone de stationnement des véhicules de collecte de déchets industriels ;
- un atelier d'entretien et de réparation des véhicules et engins.

L'installation comprendra une unité de valorisation du biogaz permettant le traitement des lixiviats et la production d'électricité.

Article 4 : Arrêtés, circulaires, instructions applicables

Les dispositions de l'article 1.8 de l'arrêté préfectoral n° 2016-APC-100-IC du 12 septembre 2016 sont complétées comme suit :

Dates	
06/06/2018	Arrêté ministériel relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement
22/12/2023	Arrêté ministériel modifiant plusieurs arrêtés ministériels relatifs aux installations de gestion de déchets soumises à enregistrement

Article 5 : Prescriptions particulières applicables au centre de tri de déchet d'ameublement

En attente d'une réorganisation de la filière de tri suite au sinistre par incendie du 23 juin 2024, le centre de tri des Déchets d'éléments d'ameublement (DEA) est composé de :

- 4 casiers délimités par des blocs béton permettant le tri :
 - des déchets de literie ;
 - des déchets de rembourrés ;
 - des déchets de plastiques ;
 - des déchets CSR Combustibles solides de récupération (à destination d'un centre de préparation de CSR).

Chaque casier aura un volume de stockage de 90 m³ permettant de remplir un camion à Fond mouvant automatique (FMA) d'une capacité identique. Les dimensions des casiers sont les suivantes : profondeur de 6,4 m, largeur de 6,6 m et hauteur de 4 m. Les dimensions des tas à l'intérieur des casiers sont les suivantes : profondeur de 6 m, largeur de 5 m et hauteur de 3 m ;

- d'une surface au sol de 49 m² (7 m x 7 m) permettant le dépotage des bennes de DEA à trier ;
- d'un casier pour le bois trié, qui sera redirigé vers la plateforme bois du site. Les dimensions du casier sont d'une profondeur de 6,4 m, d'une largeur de 6 m et d'une hauteur de 4 m. Les dimensions du tas sont d'une profondeur de 6 m, d'une largeur de 4,4 m et d'une hauteur de 3 m ;
- de 2 bennes de 30 m³, l'une pour la ferraille, l'autre pour le refus de tri.

Le volume total maximal de déchets stockés est donc de 646 m³ pour une quantité maximale de 51 tonnes.

Article 6 : Prescriptions particulières applicables à la filière de déchets de plâtre

En attente d'une réorganisation de la filière de tri suite au sinistre par incendie du 23 juin 2024, le centre de regroupement des déchets de plâtre est composé de :

- 1 zone de 100 m² avec une hauteur maximale de 3 m.

Article 7 : Plans des installations de la zone de tri des déchets d'ameublement et des déchets de plâtre



Structures	Bois	• Casier de tri des DEA
Benne ferraille	DEA à trier	murs
Benne refus de tri	Plâtre	

Sources : IGN, Auteur : TAUW France, 2024

Article 8 : Délais et voies de recours

En application de l'article R.181-50 du Code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif de Châlons-en-Champagne - 25, rue du Lycée - 51036 Châlons-en-Champagne Cedex : (soit par courrier soit par le biais du site de téléprocédures www.telerecours.fr)

1° par les pétitionnaires ou exploitants dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 dans un délai de deux mois du premier jour de la publication et de l'affichage de ces décisions.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du 1er jour d'affichage.

Conformément à l'article L.411-2 du Code des relations entre le public et l'administration, toute décision administrative peut faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux, d'un recours gracieux ou hiérarchique qui interrompt le cours de ce délai.

Lorsque dans le délai initial du recours contentieux ouvert à l'encontre de la décision, sont exercés contre cette décision un recours gracieux et un recours hiérarchique, le délai du recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommence à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un et l'autre rejetés.

Conformément à l'article R.181-51 du Code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.

Article 9 : Droits des tiers

Les tiers intéressés peuvent déposer une réclamation auprès du Préfet, à compter de la mise en service du projet autorisé, aux seules fins de contester l'insuffisance ou l'inadaptation des prescriptions définies dans l'autorisation, en raison des inconvénients ou des dangers que le projet autorisé présente pour le respect des intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement. Le Préfet dispose d'un délai de deux mois, à compter de la réception de la réclamation, pour y répondre de manière motivée. À défaut de réponse, la réponse est réputée négative. S'il estime la réclamation fondée, le Préfet fixe les prescriptions complémentaires dans les formes prévues à l'article R.181-45 du Code de l'environnement.

Article 10 : Exécution et diffusion

Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Marne, Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est, Monsieur le Directeur départemental des territoires de la Marne et l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée pour information, à la Délégation territoriale Marne de l'Agence régionale de santé, au Service interministériel de défense et de protection civile, à la Direction départementale des territoires – service urbanisme, à la Direction départementale des services d'incendie et secours, à la Direction de l'Agence de l'eau ainsi qu'à Monsieur le maire de Beine-Nauroy qui en donnera communication à son conseil municipal.

Notification en sera faite à Monsieur le Directeur de la Société ONYX EST, lieu-dit Le Grand Montfort – 51490 BEINE NAUROY.

Monsieur le Maire de Beine-Nauroy procédera à l'affichage en mairie de l'arrêté pendant un mois. A l'issue de ce délai, il dressera un procès-verbal des formalités d'affichage et une copie de l'arrêté sera conservée en mairie aux fins d'information de toute personne intéressée qui, par ailleurs, pourra en obtenir une copie sur demande adressée à la Direction départementale des territoires de la Marne.

Cet arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département de la Marne pendant une durée minimale de 4 mois.

Châlons-en-Champagne, le

13 DEC. 2024

**Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire général**

Raymond YEDDOU

